

ULC startet Petition gegen Postgebühren

Luxemburg. Die Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) ruft Verbraucher in einem Schreiben dazu auf, eine Petition gegen die Bank- und Postgebühren zu unterzeichnen. Diese Petition fordert eine deutliche Senkung der Gebühren für Bankdienstleistungen. Die ULC kritisiert seit einiger Zeit die Gebührenpolitik der Luxemburger Finanzinstitute, vor allem bei denen am Schalter getätigten Einzahlungen, Überweisungen oder Geldabhebungen. Der Verbraucherschutzverband weist darauf hin, dass vor allem die Bedürfnisse von älteren und behinderten Verbrauchern außer Acht gelassen werden. Diese Kunden seien oft auf die Hilfe von Schalterangestellten angewiesen und würden oft kein E-Banking verfügen. Sie seien diejenigen, die durch die neuen Bank- und Postgebühren demnach ganz klar im Nachteil sind. Mit der angekündigten Protesterklärung will die ULC nun den Druck auf die Finanzinstitute im Land erhöhen. *miz*

Wilbur Ross tritt bei ArcelorMittal zurück

Luxemburg. Der neue US-Wirtschaftsminister Wilbur Ross ist von seinem Posten im Aufsichtsrat von ArcelorMittal zurückgetreten – das teilte das Stahlunternehmen gestern mit. „Ich bin sicher, dass er ein hervorragender Wirtschaftsminister sein wird und viel Energie, Erfahrung und Weisheit in seine neue Rolle mit einbringen kann“, lässt ArcelorMittal-CEO Lakshmi N. Mittal in einem Statement auf der Online-Seite des Konzerns mitteilen. Der Posten von Ross soll erst beim nächsten Jahrestreffen des Aufsichtsrats besetzt werden. Bis dahin wird das Gremium aus elf Mitgliedern bestehen. Erst am Dienstag wurde der 79-Jährige als neuer Wirtschaftsminister vom US-Senat bestätigt – zu dem Zeitpunkt war aber noch unklar, ob er seinen Platz beim Stahlkonzern aufgeben will oder nicht. 2016 erhielt Ross als Aufsichtsratsmitglied übrigens 171 000 Dollar, 2015 waren es noch 180 000. *miz*

«Le Brexit est une chance énorme»

Le directeur associé de Partech Ventures, Philippe Collomel, au FinTech Stage

PAR THIERRY LABRO

La deuxième édition du Fin Tech Stage, hier au Cercle Cité au Luxembourg, a été l'occasion d'évoquer le Brexit. Pour le directeur d'un des plus gros fonds d'investissement dans les start-up, Philippe Collomel, le Luxembourg a un coup à jouer. Mais...

«Le Luxembourg a un énorme coup à jouer». Au pied du podium du FinTech Stage où il vient d'évoquer les tendances, comme l'intelligence artificielle ou le big data, le directeur de Partech Ventures, un des plus gros fonds d'investissement dans les start-up prédit l'arrivée de nombreux acteurs londoniens au Luxembourg. «C'est tellement évident.»

Philippe Collomel prévient aussitôt: «Le Luxembourg doit encore un peu nettoyer sa réputation et il le fait plutôt bien. Mais Paris, Bruxelles ou Amsterdam ne se laisseront pas faire...» Comprenez, les autres capitales européennes veulent aussi accueillir les antennes continentales de sociétés qui veulent avoir accès aux 500 millions de consommateurs du marché unique. «La réputation n'est plus un sujet pour tous les journalistes que je rencontre», assure le directeur de Luxembourg for Finance, Nicolas Mackel, reconduit lundi pour quatre nouvelles années à la tête de l'agence de promotion du centre financier.

Pour une régulation européenne

Si, officiellement, le Luxembourg ne se mêle pas à l'étalage de muscles pour savoir qui a les meilleures chances d'accueillir les Londoniens, le ministre des Finances ne se cache plus vraiment. Interrogé au Cercle Cité par le fondateur de cette réunion des spécialistes des technologies financières du futur, Lazaros Campos, Pierre Gramegna, présenté comme «Pierre the Great», dit son étonnement face à l'inquiétude manifestée par les Britanniques. «Le Royaume-Uni est encore membre de l'Union européenne au moins pour deux ans. Je leur ai dit,



Les RegTech, qui aident l'industrie bancaire à respecter les règles internationales, sont en plein développement. C'est un challenge pour le régulateur, représenté par Nadia Manzari (à g.). (PHOTO: THIERRY LABRO)

ne vous précipitez pas'. Je n'ai pas encouragé la dramatisation! Pour autant, vous ne pouvez pas avoir le gâteau et le manger. Après le Brexit, ça ne peut pas rester comme avant. Vous allez perdre l'accès automatique au marché intérieur mais pas que vous ne pourrez plus faire de business avec l'Europe. Il y a toujours des solutions au business quelles que soient les circonstances'.

Derrière l'habituel discours sur la situation ouverte au business du Luxembourg, la question clé est celle de la régulation. C'est pour cela que le ministre a longuement vanté une «approche à minima» – c'est-à-dire pas de régulation pour réguler mais quand cela se justifie.

Investisseur dans SigFox ou Kantox par exemple, M. Collomel juge aussi que la proposition, mise sur le tapis par le président de l'Association des professionnels du secteur de l'information, Jean Dieckerich, de lancer une plateforme d'«API Banking», labellisée

Luxembourg, était très pertinente. Ce sujet déjà vieux de deux ou trois ans consiste à fournir une plateforme technologique qui permette à des banques ou des start-up de dessiner des produits bancaires du futur et de toucher des marchés partout en Europe. «La seule chose», nuance l'investisseur français, «est d'obtenir de l'Europe une régulation, même minimaliste, qui définisse précisément certains sujets. Tous les Etats membres ne considèrent pas de la même manière le crowdlending, par exemple. C'est de l'harmonisation de ces notions que viendra la solution. Pour les sociétés européennes mais aussi pour le Luxembourg.»

Un régulateur innovant

En attendant, le Luxembourg a un autre atout dans sa manche, relevé par le fondateur de Summer Capital, Jan-Maarten Mulder, «un régulateur innovant capable de catalyser le changement, d'encourager les start-up à imaginer leurs

produits.» Un régulateur représenté hier par sa responsable de l'innovation, des paiements, de l'infrastructure et de la gouvernance, Nadia Manzari, une nouvelle fois confrontée à la «sandbox», le bac à sable dans lequel des jeunes sociétés seraient exemptes de régulation pour un temps. «Il y a plusieurs aspects», a rappelé la représentante de la CSSF. «D'abord, je crois qu'il ne faut pas opposer les fintech aux regtech [les sociétés qui aident l'industrie bancaire et financière à respecter leurs obligations de compliance]. C'est un écosystème entier. Il faut que la sandbox fasse un sens pour les acteurs et pour le marché et le marché est très petit au Luxembourg. Pas la peine de faire un coupé-collé de ce qui existe déjà ailleurs. Je rappelle toujours à ceux qui m'en parlent, qu'à un moment, ils devront être compliance. Et que cela ne se fera pas en un jour.» La sandbox est pourtant un must pour attirer des entrepreneurs qui veulent prendre des risques.

Investieren oder spekulieren

Was sich hinter dem Kasinokapitalismus verbirgt

Luxemburg. Schattenbanken, Börsentransaktionen im Billionstel einer Sekunde, Heuschreckenfonds: Es mangelt nicht an düsteren Beschreibungen von hochspekulativen Geschäften in der heutigen Finanzwelt.

Der knackige Begriff des Kasinokapitalismus fasst dies zusammen. Konkret bedeutet dies, dass ein immer größerer Teil des weltweit verfügbaren Vermögens nur noch zur Spekulation verwendet wird – oft von Superreichen. Das Geld bleibt in einem geschlossenen Kreislauf, der kaum noch etwas mit der Realwirtschaft zu tun hat, erklärt Jean-Sébastien Zippert vom Verein Etika.

Die Gefahr: Bei Gewinnmargen von 40 Prozent bleibt das Allge-

meinwohl auf der Strecke. Die Finanzkrise 2007/2008 zeigte, dass die Spekulationsblasen sehr deutliche Spuren hinterlassen.

Gefährliche Seifenblasen

Wirklich neu ist das Phänomen nicht, denn der berühmte Ökonom John Maynard Keynes zog den Vergleich zwischen Finanzwelt und Kasino bereits 1936. Die Frage sei jedoch, welches Ausmaß das „Spiel“ nehme: „Spekulanten mögen unschädlich sein als Seifenblase auf einem stetigen Strom der Unternehmungslust. Aber die Lage wird ernsthaft, wenn die Unternehmungslust die Seifenblase auf einem Strudel der Spekulation wird“, so Keynes. Doch Seifenblasen platzen irgendwann, und

deshalb versuchte die Politik ab den 1930er Jahren, die Finanzwelt in den Griff zu bekommen.

Seither hat das Pendel mehrmals ausgeschlagen: Deregulierung in den 1980er und 1990er Jah-



Bereits John Keynes sprach von Kasinokapitalismus. (FOTO: SHUTTERSTOCK)

ren, dann wieder strengere Regeln nach der Finanzkrise, die jetzt von Trumps US-Regierung wieder in Frage gestellt werden.

Europa tut sich schwer

Das klassische Bankgeschäft sei gut reguliert, meint Zippert. Doch Organisationen wie etwa Finance Watch warnen vor Risiken, die Banken außerhalb ihrer Bilanz verstecken. Dazu kommen die „Schattenbanken“, sprich Akteure die Kredite vergeben, aber keine Banken sind. In beiden Fällen tue sich die Europäische Union schwer, diese Praktiken zu kontrollieren, so Zippert. Die Lösung aus seiner Sicht: Die Bürger über die Risiken aufklären, wie es etwa Etika in einer Seminarreihe tut. *las*